

PRICEWATERHOUSECOOPERS
BP 5689 DOUALA

ECA – ERNST & YOUNG CAMEROUN
BP 4456 DOUALA

Commissaires aux comptes

**SOCIETE DES EAUX MINERALES DU CAMEROUN (SEMC)
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019**

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2019**

Aux actionnaires de la
Société des Eaux Minérales du Cameroun
« SEMC »
Douala

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2019, sur :

- l'audit des états financiers annuels de la Société des Eaux Minérales du Cameroun tels qu'ils sont joints au présent rapport et faisant ressortir une situation nette de FCFA 696 667 689, y compris un bénéfice de FCFA 79 173 430 pour l'exercice;
- les autres informations et les vérifications spécifiques prévues par la loi et la réglementation.

1. AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la Société des Eaux Minérales du Cameroun, comprenant le bilan au 31 décembre 2019, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que des notes annexes aux états financiers dont les dispositions principales sont fixées dans le Système comptable OHADA révisé.

À notre avis, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables éditées par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA) et conformément aux dispositions du Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

➤ Evaluation de l'indemnité de fin de carrière (IFC)

Risque identifié

Conformément aux dispositions du référentiel comptable SYSCOHADA révisé, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2018, les engagements de retraite des sociétés faisant appel public à l'épargne à l'instar de SEMC doivent évaluer leurs engagements de retraite en utilisant la méthode actuarielle. SEMC a procédé à la désignation d'un nouvel actuaire au cours de l'exercice 2019. Il existait un risque que les engagements de retraite ne soient pas correctement évalués.

La Direction de SEMC a procédé à l'évaluation des engagements de retraite suivant la méthode actuarielle comme indiqué dans la note 16.B des notes annexes aux états financiers.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nos travaux ont consisté à apprécier, avec l'appui d'un actuaire indépendant :

- La documentation sous tendant et justifiant les hypothèses utilisées par l'actuaire consulté par SEMC ;
- Le caractère approprié des informations fournies dans les notes annexes 16A, et 16B.

➤ Durée d'utilité des Immobilisations

Risque identifié

Selon le SYSCOHADA révisé, lorsqu'un ou plusieurs éléments constitutifs d'un actif ont chacun des durées d'utilisations différentes, ou procurent des avantages économiques à l'entité selon un rythme différent, chaque élément peut être comptabilisé séparément dans un sous compte de l'immobilisation principale et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments devrait être retenu. Les immobilisations susceptibles d'être décomposées sont les immobilisations dont la valeur est significative et qui contiennent des éléments ayant une durée d'utilité propre.

A la clôture 2018, nous avons constaté que les amortissements des immobilisations demeureraient évalués aux mêmes taux que ceux utilisés en 2017 dans l'ancien référentiel. Nous n'avons pas obtenu une analyse des durées d'utilité réelles qui aurait été effectuée par SEMC tel que requis par l'article 45 de l'acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière.

A la clôture au 31 décembre 2019, il existe par conséquent un risque que les amortissements des immobilisations demeurent évalués aux mêmes taux que ceux utilisés en 2017 dans l'ancien référentiel. Nous avons considéré ce risque comme un point clé de l'audit, compte tenu du fait qu'au 31 décembre 2019, SEMC détient 5 992 millions d'immobilisations corporelles amortissables représentant 58,72 % du total de l'actif.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nos travaux ont consisté à apprécier :

- Les critères utilisés par la direction de SEMC pour procéder à la décomposition des immobilisations corporelles, y compris la détermination des durées d'utilité et des taux d'amortissement ;
- Le caractère approprié des informations fournies dans la note 3C des notes annexes aux états financiers, portant sur les amortissements des immobilisations.

Responsabilités du Conseil d'Administration relatives aux états financiers annuels

Les états financiers annuels ont été établis par la direction et arrêtés par le Conseil d'Administration le 25 mars 2019 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables éditées par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la société.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les

décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport des commissaires aux comptes.

2. AUTRES INFORMATIONS ET VERIFICATIONS SPECIFIQUES PREVUES PAR LA LOI

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion et des documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et du projet de résolutions.

Notre opinion sur les états financiers annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, notre responsabilité est, d'une part, de faire les vérifications spécifiques prévues par la loi et les règlements, et ce faisant, de vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration arrêté le 25 mars 2019, et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels et à vérifier, dans tous leurs aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. D'autre part, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, par conséquent, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués lors de nos vérifications spécifiques ou sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous attirons votre attention sur le point ci-après :

- **Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social**

Du fait des pertes antérieures encourues, les capitaux propres de S.E.M.C étaient devenus inférieurs à la moitié du capital social au 31 décembre 2018. L'assemblée générale mixte du 15 mai 2019 n'a pas procédé à la dissolution de la société. A la clôture au 31 décembre 2019, les capitaux propres demeurent inférieurs à la moitié du capital social.

Nous vous rappelons que votre société devra reconstituer ses capitaux propres à concurrence d'un montant au moins égal à la moitié du capital social, au plus tard le 31 décembre 2021 conformément aux dispositions des articles 664 et 665 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

Douala, le 15 juin 2020

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers

ECA – Ernst & Young Cameroun



Geoffrey Kamga
Associé
Expert-Comptable agréé CEMAC



Abdoulaye Mouchili
Associé
Expert-Comptable agréé CEMAC

BILAN – ACTIF

Désignation de l'entreprise :

SOCIETE DES EAUX MINERALES DU CAMEROUN

Exercice clos le

31/12/2019

Adresse: BP

4038

Numéro d'identification

M017900000314L

Durée (en mois)

12

| Réf. | ACTIF | Note | 31/12/2019 | | | 31/12/2018 |
|------|--|------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------|-----------------------|
| | | | Brut | Amortissements / Provisions | Net | Net |
| AD | Immobilisations incorporelles | 3 | 34 411 362 | 32 758 198 | 1 653 164 | 4 043 598 |
| AE | Frais de développement et de | | | | | - |
| AF | Brevets, licences, logiciels, et droits similaires | | 34 411 362 | 32 758 198 | 1 653 164 | 4 043 598 |
| AG | Fonds commercial et droit au bail | | | | | - |
| AH | Autres immobilisations incorporelles | | | | | - |
| AI | Immobilisations corporelles | 3 | 17 301 742 193 | 11 240 516 968 | 6 061 226 225 | 6 779 960 526 |
| AJ | Terrains(1) (1) dont Placement en Net | | 69 353 914 | | 69 353 914 | 69 353 914 |
| AK | Bâtiments (1) dont Placement en Net | | 1 351 906 078 | 893 902 108 | 458 003 970 | 403 351 250 |
| AL | Aménagements, agencements et installations | | 1 972 822 645 | 1 456 816 737 | 515 805 908 | 281 818 753 |
| AM | Matériel, mobilier et actifs biologiques | | 13 557 922 781 | 8 578 037 043 | 4 979 885 738 | 5 967 827 577 |
| AN | Matériel de transport | | 348 936 775 | 311 760 080 | 38 176 695 | 57 809 032 |
| AP | Avances et acomptes versés sur immobilisations | 3 | | | | - |
| AQ | Immobilisations financières | 4 | 24 799 000 | 1 924 000 | 22 875 000 | 22 875 000 |
| AR | Titres de participation | | 1 000 000 | 1 000 000 | | - |
| AS | Autres immobilisations financières | | 23 799 000 | 924 000 | 22 875 000 | 22 875 000 |
| AZ | TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I) | | 17 360 952 556 | 11 275 198 166 | 6 085 754 389 | 6 896 879 124 |
| BA | Actif circulant H.A.O. | | | | | - |
| BB | Stocks et Encours | 6 | 2 537 139 109 | 185 821 167 | 2 371 317 942 | 2 207 859 468 |
| BG | Créances et emplois assimilés | | 1 388 679 998 | 38 963 434 | 1 350 716 564 | 1 522 059 632 |
| BH | Fournisseurs, avances versées | 17 | 558 354 030 | 4 451 132 | 553 902 898 | 294 894 869 |
| BI | Clients | 7 | 595 245 051 | | 595 245 051 | 1 034 307 983 |
| BJ | Autres créances | 8 | 236 080 917 | 34 512 302 | 201 568 615 | 192 856 770 |
| BK | TOTAL ACTIF CIRCULANT (II) | | 3 926 819 107 | 204 784 601 | 3 722 034 506 | 3 729 719 100 |
| BQ | Titres de placement | 9 | | | | - |
| BR | Valeurs à encaisser | 10 | | | | 70 000 |
| BS | Banques, chèques postaux, caisse et assimilés | 11 | 394 835 208 | | 394 835 208 | 2 784 094 |
| BT | TOTAL TRÉSORERIE-ACTIF (III) | | 394 835 208 | | 394 835 208 | 2 834 094 |
| BU | Écarts de conversion-Actif (IV) (perte probable de change) | | | | | - |
| BZ | TOTAL GÉNÉRAL (I) + (II) + (III) + (IV) | | 21 682 606 870 | 11 479 982 767 | 10 292 624 103 | 10 639 432 318 |

BILAN – PASSIF

Désignation de l'entreprise : SOCIETE DES EAUX MINERALES DU CAMEROUN

Adresse: BP 4036 Douala

Numéro d'identification MO17900000314L

Durée (en mois)

12

| Réf. | PASSIF (avant répartition) | Note | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|------|---|------|-----------------------|-----------------------|
| | CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES | | | |
| CA | Capital | 13 | 1 924 730 000 | 1 924 730 000 |
| CB | Apporteurs capital non appelé | 13 | | |
| CD | Primes liées au capital social | 14 | 400 000 000 | 400 000 000 |
| CE | Écarts de réévaluation | 3e | 1 620 000 | 1 620 000 |
| CF | Réserves indisponibles | 14 | 226 598 722 | 226 598 722 |
| CG | Réserves libres | 14 | 3 349 878 | 3 349 878 |
| CH | Report à nouveau + ou - | 14 | -1 938 804 341 | -1 138 932 458 |
| CJ | Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -) | | 78 173 430 | -789 871 882 |
| CL | Subventions d'investissement | | | |
| CM | Provisions réglementées | | | |
| CP | TOTAL CAPITAUX PROPRES (I) | | 696 667 689 | 617 494 260 |
| DA | Emprunts et dettes financières diverses | | | |
| DB | Dettes de location acquisition | | | |
| DC | Provisions pour risques et charges | 18 | 395 237 561 | 391 530 825 |
| DD | TOTAL DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES (II) | | 395 237 561 | 391 530 825 |
| DF | TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II) | | 1 091 905 250 | 1 009 025 085 |
| DH | Dettes circulantes H.A.O. et ressources assimilées | | | |
| DI | Clients, avances reçues | 7 | 1 050 000 | 113 827 000 |
| DJ | Fournisseurs d'exploitation | 17 | 1 185 956 008 | 1 244 035 614 |
| DK | Dettes fiscales et sociales | 18 | 314 136 378 | 393 366 970 |
| DM | Autres dettes | 19 | 6 603 604 244 | 5 747 074 932 |
| DN | Provisions pour risques à court terme | 19 | | |
| DP | TOTAL PASSIF CIRCULANT (III) | | 8 104 746 631 | 7 498 306 516 |
| DQ | Banques, crédits d'escompte | | | |
| DR | Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie | 20 | 1 005 972 222 | 2 032 100 717 |
| DT | TOTAL TRÉSORERIE-PASSIF (IV) | | 1 005 972 222 | 2 032 100 717 |
| DV | Écarts de conversion-Passif (V) (gain probable de change) | | | |
| DZ | TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V) | | 10 202 624 103 | 10 539 432 318 |

Désignation de l'entreprise :
Adresse : B.P.
Numéro d'identification

SOCIETE DES EAUX MINER/ Exercice clos le
4098 Douala
MO17900000314L

Durée (en mois)

31/12/2019

12

COMPTÉ DE RESULTAT

| Réf. | Rubriques | | | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|------|--|----------|----------|----------------|----------------|
| | ACTIVITÉ D'EXPLOITATION | | 1 | | |
| TA | Ventes de marchandises | A + | 21 | | |
| RA | Achats de marchandises | - | 22 | | |
| RB | Variation de stocks de marchandises | (- ou +) | 6 | | |
| XA | MARGE COMMERCIALE (SOMME TA à RB) | | | | |
| TB | Vente de produits fabriqués | B + | 21 | 6 381 884 893 | 6 329 121 382 |
| TC | Travaux, services vendus | C + | 21 | | |
| TD | Produits accessoires | D + | 21 | 66 646 453 | 140 002 710 |
| XB | CHIFFRE D'AFFAIRES (A + B + C + D) | | | 6 448 531 346 | 6 469 124 092 |
| TE | Production stockée (ou déstockage) | (- ou +) | 6 | 58 755 651 | -21 954 974 |
| TF | Production immobilisée | | 21 | | |
| TG | Subventions d'exploitation | | 21 | | |
| TH | Autres produits | + | 21 | 146 328 807 | 383 998 534 |
| TI | Transfert de charges d'exploitation | + | 12 | 174 780 366 | 38 507 426 |
| RC | Achats de matières premières et fournitures liées | - | 22 | -102 890 656 | -138 850 678 |
| RD | Variation de stocks de matières premières et fournitures liées | (- ou +) | 6 | -73 673 326 | 304 089 963 |
| RE | Autres achats | - | 22 | -4 596 882 989 | -4 186 148 784 |
| RF | Variation de stocks d'autres approvisionnements | (- ou +) | 6 | 103 464 067 | -53 423 668 |
| RG | Transports | - | 23 | -12 729 783 | -12 052 401 |
| RH | Services extérieurs | - | 24 | -849 628 161 | -534 202 115 |
| RI | Impôts et taxes | - | 25 | -459 241 250 | -121 809 509 |
| RJ | Autres charges | - | 26 | -69 735 255 | -16 291 930 |
| XC | VALEUR AJOUTÉE (XB + RA + RB) + (somme TE à RJ) | | | 2 767 078 837 | 2 110 985 956 |
| RK | Charges de personnel(1) | - | 27 | -740 262 882 | -868 690 669 |
| XD | EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (XC + RK) | | 28 | 2 026 815 955 | 1 242 305 287 |
| TJ | Reprise d'amortissements, provisions et dépréciations | + | 28 | 143 756 220 | 147 192 073 |
| RL | Dotations aux amortissements et aux provisions | - | C&2 | -1 512 031 304 | -1 714 199 656 |
| XE | RÉSULTAT D'EXPLOITATION (XD+TJ+ RL) | | | 658 540 871 | -324 702 296 |
| TK | Revenus financiers et assimilés | + | 29 | | 6 |
| TL | Reprises de provisions et dépréciations financières | + | 28 | | |
| TM | Transferts de charges financières | + | 12 | | |
| RM | Frais financiers et charges assimilées | - | 29 | -377 543 570 | -321 934 696 |
| RN | Dotations aux provisions et dépréciations financières | - | C&2 | | |
| XF | RESULTAT FINANCIER (somme TK à RN) | | | -377 543 570 | -321 934 696 |
| XG | RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (XE+XF) | | | 280 997 301 | -646 636 986 |
| TN | Produit des cessions d'immobilisations | + | 30 | 250 000 | 141 200 |
| TO | Autres produits HAO | + | 30 | | |
| RO | Valeurs comptables des cessions d'immobilisations | - | 30 | -934 475 | |
| RP | Autres Charges H.A.O. | - | 30 | | |
| XH | RESULTAT HORS ACTIVITES ORDINAIRES (somme TN à RP) | | | -684 475 | 141 200 |
| RQ | Participation des travailleurs | - | 30 | | |
| RS | Impôts sur le résultat | - | | -201 139 396 | -153 376 095 |
| XI | RESULTAT NET (XG + XH + RQ + RS) | | | 79 173 430 | -799 871 881 |

Désignation de l'entreprise :
Numéro d'identification

SOCIETE DES EAUX MINERALES DU CAMEROUN

M017900000314L

Exercice clos le

31-déc-2019

Durée (en mois) :

12

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

| REF. | LIBELLES | Note | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|------|--|------|----------------------|------------------------|
| ZA | Trésorerie nette au 1er janvier (Trésorerie actif N-1 - Trésorerie passif N-1) | A | -2 029 266 623 | - 1 961 927 227 |
| | Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles | | | |
| FA | Capacité d'Autofinancement Globale (CAFG) | | 1 448 132 989 | 766 994 500 |
| FB | - Actif circulant HAO (1) | | | |
| FC | - Variation des stocks | | - 163 658 474 | - 612 651 467 |
| FD | - Variation des créances | | 171 343 068 | - 733 316 845 |
| FE | + Variation du passif circulant (1) | | 626 123 100 | 864 636 256 |
| | Variation du BF lié aux activités opérationnelles | | 633 807 694 | - 381 332 056 |
| ZB | Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (somme FA à FE) | B | 2 081 940 683 | 385 662 444 |
| | Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements | | | |
| FF | - Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles | | - 514 179 | - |
| FG | - Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles | | - 663 546 895 | - 453 143 040 |
| FH | - Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières | | - | - |
| FI | + Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | | 250 000 | 141 200 |
| FJ | + Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières | | - | - |
| ZC | Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (somme FF à FJ) | C | - 663 811 074 | - 453 001 840 |
| | Flux de trésorerie provenant du financement par les capitaux | | | |
| FK | + Augmentations de capital par apports nouveaux | | | |
| FL | + Subventions d'investissement reçues | | | |
| FM | - Prélèvements sur le capital | | | |
| FN | - Dividendes versés | | - | - |
| ZD | Flux de trésorerie provenant des capitaux propres (somme FK à FN) | D | - | - |
| | Trésorerie provenant du financement par les capitaux étrangers | | | |
| FO | + Emprunts | | | |
| FP | + Autres dettes financières | | | |
| FQ | - Remboursements des emprunts et autres dettes financières | | | |
| ZE | Flux de trésorerie provenant des capitaux étrangers (somme FO à FQ) | E | - | - |
| ZF | Flux de trésorerie provenant des activités de financement | F | - | - |
| ZG | VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE DE LA PÉRIODE (B+C+F) | G | 1 418 129 609 | - 67 339 396 |
| ZH | Trésorerie nette au 31 Décembre (G+A) | H | - 611 137 014 | - 2 029 266 623 |
| | Contrôle : Trésorerie actif N - Trésorerie passif N = | | - 611 137 014 | - 2 029 266 623 |

[1] à l'exclusion des variations des créances et dettes liées aux activités d'investissement (variation des créances sur cession d'immobilisation et des dettes sur acquisition ou production d'immobilisation) et de financement (par exemple variation des créances sur subventions d'investissements reçues).